

# Histoire médiatique du risque industriel rhônalpin dans la presse écrite

Eva-Marie GOEPFERT,

Chercheuse dans le laboratoire ELICO (Equipe Lyonnaise de recherche en Information-Communication)

*NB : Cet article résume un rapport d'étude de 50 pages réalisé par l'auteure, J. Auboussier (chercheur dans l'équipe ADCoST - Analyse de discours, corpus et sciences des textes) et I. Garcin-Marrou (chercheuse et directrice du laboratoire ELICO) dans le cadre d'une recherche intitulée « Des risques territorialisés entre conflits et compromis : une analyse comparée des sites de Pont-de-Claix et de Saint-Fons » financée par la Fondation Nationale pour une Culture de la Sécurité Industrielle (FONCSI).*

## Les années 70 : quand le risque n'existe pas

L'explosion de la Raffinerie de Feyzin, survenue le 4 janvier 1966, suppose, comme toutes les catastrophes industrielles, le surgissement, dans l'opinion publique et dans les médias, d'un lien entre industrie et risque.

Pourtant, à cette époque, le risque industriel n'existe pas. Ni le terme ni ses problématiques n'apparaissent dans les articles de la presse écrite parus de 1966 à 1983. Les articles à propos de nuisances ou de sinistres ne parlent pas de « risque » mais de « danger ». La distinction est capitale.

« Le risque est un danger sans cause, un dommage sans faute (...) Le danger suppose l'existence d'une cause directe, en l'occurrence, une volonté adverse » (Perreti-Wattel 2010 : 6-7).

A cette époque, la représentation médiatique des installations industrielles comme dangereuses, et non « à risques », oblige à considérer qu'une faute et, donc, qu'un fautif existent et réfute ainsi toute théorie fataliste.

Aucun industriel, producteur de produits dangereux, n'est à la merci de ce type d'accident (Le Figaro 14/07/1976).

Un accident du travail n'est jamais le fait du hasard (Le Progrès 09/11/1981).

Les discours de presse des années 1970 se construisent sur une situation conflictuelle entre victimes et coupables, entre industriels et riverains. La presse écrite raconte le conflit et se fait le porte-parole de ses lecteurs définis comme les victimes des sinistres industriels.

## Les années 80 : la naissance médiatique du risque

En décembre 1983, le mensuel national *Ça m'intéresse* marque l'histoire médiatique du risque industriel. Il propose un scénario-fiction de 6 pages imaginant une catastrophe industrielle dans le couloir de la chimie. Le réalisme défendu du scénario permet au discours d'osciller entre fiction et information et donne une réalité au risque, première fois que le terme apparaît.

Cette réalité est aussi celle de sa localisation. *Ça m'intéresse* est le premier à (re)présenter graphiquement le couloir de la chimie.

Or, par un système sémiologique, la carte rend visible un découpage institutionnel de l'espace (région, département et type d'installation industrielle) que la photographie n'aurait pu montrer. Plus encore, figurer le territoire dans son rapport au risque augmente le niveau de réalité du couloir de la chimie. La carte permet aux riverains de se voir dans le territoire à risques et d'envisager que territoire à risques et territoire vécu se confondent et forment, dans leurs réalités spatiales, un seul et même territoire.

La publication de ce dossier spécial est suivie par plusieurs catastrophes industrielles. Mexico (1984), Bhopal (1984) et Tchernobyl (1986) créent le doute et l'angoisse quant à l'avenir du couloir de la chimie, une angoisse qui trouve sa

“ La vallée du Rhône n'est plus seulement un territoire industriel à forte valeur économique, elle devient de fait le territoire emblématique du risque autant pour la presse locale que nationale. ”

réalité lors de la catastrophe du Port Edouard Herriot (1987). La vallée du Rhône n'est plus seulement un territoire industriel à forte valeur économique, elle devient de fait le territoire emblématique du risque autant pour la presse locale que nationale. La formule « couloir de la chimie » autorise de nombreuses fantaisies toutes aussi anxiogènes les unes que les autres : « *couloir de la peur* » pour Lyon Libération, « *couloir de la mort* » et « *couloir de tous les dangers* » pour Lyon Figaro.

## Les années 1990 et 2000 : l'ère de communication sur le risque

Le traitement médiatique de la question industrielle permet de parachever, dans les années 1990, le glissement vers le concept de risque et vers la disparition d'une culpabilité. Mais deux groupes s'opposent encore dans les années 1990. Cette fois, c'est la question du savoir qui les oppose. Il y a ceux qui savent (industriels et pouvoirs publics) et ceux qui ne savent pas (population).

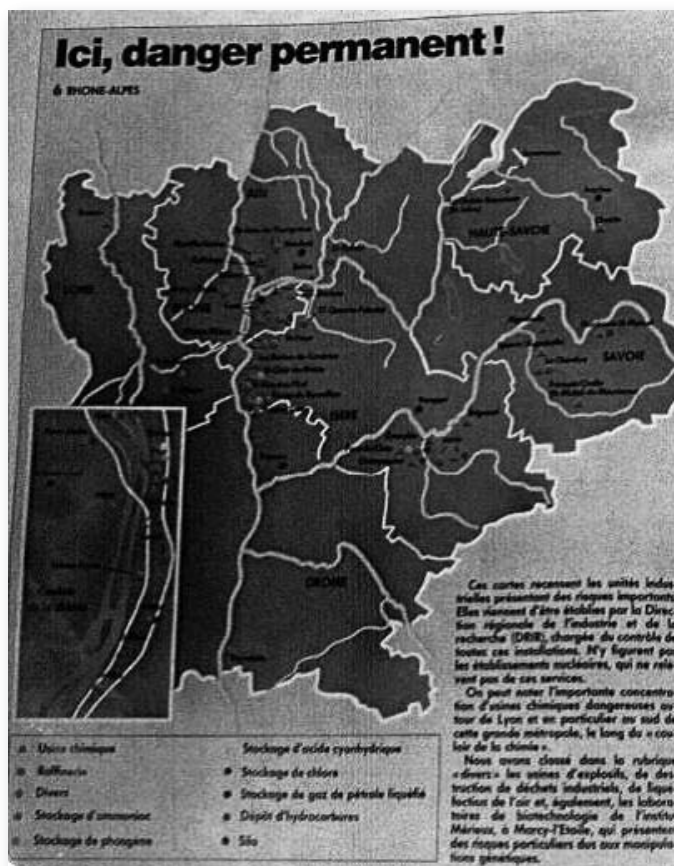
Plusieurs lois et décrets voient le jour après les catastrophes des années 1980. Cette prise en charge par l'Etat déplace l'attention des médias depuis le risque ou danger industriel vers sa gestion et semble résoudre les tensions. Le journaliste de presse écrite perd progressivement son rôle de porte-parole du conflit et devient « expert neutre » qui explique aux lecteurs ce qui se passe.

Parallèlement, dans un contexte marqué par la professionnalisation des services communication des entreprises, la première journée porte-ouverte de l'usine Atochem de Pierre-Bénite, fin 1990, amorce l'intérêt des journalistes pour ces opérations de communication qu'ils jugent positives dans leur ambition d'information et d'éducation du public.

Lois, décrets et mise en place d'outils et d'installations de sécurité, dans les

usines, désormais visibles par les habitants lors des journées portes-ouvertes, signe l'idée d'une maîtrise du risque qui achève clairement la transformation symbolique du danger en risque. Mieux, l'apparition de la formule « le risque zéro n'existe pas » et de ce qu'elle implique rapproche les acteurs. Elle clôt le conflit entre coupables et victimes : tous les acteurs font désormais partie d'un même groupe qui peut œuvrer à la gestion du risque industriel.

La configuration conflictuelle des décennies précédentes glisse progressivement vers une configuration au potentiel collaboratif et vers le processus de concertation. Pourtant, l'analyse qualitative des articles, parus dans les années 2000, à propos des comités locaux d'information et de concertation (CLIC) infirme cette tendance.



Première carte médiatique du couloir de la chimie - Ça m'intéresse, décembre 1983

Listes incomplètes d'acteurs, fonction de concertation éclipsée et faible visibilité médiatique construisent une figure médiatique brouillée et confuse de ces instances créées en réponse à l'enjeu démocratique de la catastrophe d'AZF, survenue le 21 septembre 2001.

Le Comité local d'information et de concertation informe les riverains sur les risques liés aux activités des installations classées (Le Progrès 05/12/2007).

La représentation médiatique du risque industriel ne semble donc pas être encore complètement entrée, dans les années 2000, dans l'ère de la concertation. Cette décennie reste une période de « communication » sur le risque, une étape, peut-être intermédiaire, dans un parcours inachevé vers la concertation ■